



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/TIM/2006/7
25 juillet 2006

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DU BOIS

Soixante-quatrième session
Genève, 3-6 octobre 2006
Point 7 de l'ordre du jour provisoire

**EXAMEN DES ACTIVITÉS MENÉES DEPUIS LA SOIXANTE-TROISIÈME
SESSION ET PROGRAMME DE TRAVAIL JUSQU'EN 2008**

Note du secrétariat

Le présent document contient:

1. Un résumé des activités qui ont été mises en œuvre depuis la soixante-troisième session du Comité du bois en septembre 2005 ainsi que des informations sur les activités des équipes de spécialistes et sur le renforcement proposé des activités de suivi des politiques;
2. Une évaluation de l'exécution du sous-programme pendant l'exercice biennal 2004-2005;
3. Le programme de travail intégré du Comité du bois de la CEE et de la Commission européenne des forêts de la FAO pour la période 2006-2008 et le programme pour 2006-2007.

Le Comité est invité à:

- Prendre note des activités menées dans le cadre du programme de travail;
- Prendre note des activités des équipes de spécialistes;
- Débattre des propositions de renforcement du suivi des politiques et des institutions;
- Fournir des orientations sur tous les aspects du programme de travail;
- Approuver le programme de travail intégré jusqu'en 2008 et les produits prévus pour 2006-2007;
- Passer en revue l'évaluation biennale du sous-programme.

A. ACTIVITÉS MISES EN ŒUVRE DEPUIS LA SOIXANTE-TROISIÈME SESSION DU COMITÉ DU BOIS DE LA CEE ET ACTIVITÉS PRÉVUES POUR 2006-2007

1. On trouvera ci-après une énumération détaillée des activités menées depuis la soixante-troisième session du Comité du bois de la CEE et de celles prévues jusqu'en octobre 2007. Les délégations sont invitées à prendre note des activités menées dans le cadre de chaque domaine d'activité et à fournir des orientations pour les activités prévues prochainement. Le Programme de travail intégré CEE/FAO est présenté dans l'annexe I.

Domaine d'activité 1 – Marchés et statistiques

- a) Les statistiques de la production, du commerce, de la consommation et des prix des produits forestiers ont été compilées et publiées pour 2004. La collecte des données de 2005 est en cours;
- b) Analyse des marchés des produits forestiers, en particulier de leurs aspects d'actualité et ayant une incidence sur les politiques forestières. La *Revue annuelle des marchés des produits forestiers CEE/FAO, 2005-2006* est en préparation et devrait paraître en août 2006;
- c) Renforcement des capacités de commercialisation des produits forestiers dans les pays en transition. Un atelier sur le renforcement des capacités en matière de partage de l'information concernant les forêts et les marchés s'est tenu en République tchèque du 24 au 28 octobre 2005. Un atelier de formation dans la région des Balkans sur le thème «Commercialisation des produits forestiers: des principes à la pratique» a été organisé du 3 au 6 avril 2006 en Serbie. Les préparatifs d'un autre atelier consacré au secteur de la transformation du bois et devant avoir lieu en décembre 2006 sont en cours;
- d) Le suivi et l'analyse des marchés des produits ligneux certifiés font l'objet d'un chapitre distinct de la *Revue annuelle des marchés des produits forestiers* et ont été le thème du forum de politique générale de la session de 2005 du Comité du bois. Un document de travail, intitulé «La certification des forêts – Quel rôle pour les pouvoirs publics?», reprenant les débats du forum, a été publié en mai 2006;
- e) Marchés publics. Un forum de politique générale d'une journée sera organisé sur le thème «Politiques en matière de marchés publics pour les produits du bois et les articles en papier, et leurs effets sur la gestion durable des forêts et les marchés du bois» le 5 octobre 2006 pendant la soixante-quatrième session du Comité.

Domaine d'activité 2 – Évaluation des ressources forestières et indicateurs de la gestion durable des forêts dans la région

- a) Indicateurs de la gestion durable des forêts dans la région. Le secrétariat, en coopération étroite avec le groupe de liaison à Varsovie de la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe (MCPFE), a élaboré et diffusé l'enquête CEE/FAO en vue de la collecte de données et les indicateurs de la gestion durable des forêts dans la région, qui constitueront la principale source d'information pour le prochain rapport de la Conférence ministérielle intitulé «État des forêts et gestion durable des forêts en Europe, 2007»;

- b) Un document de travail sur les perspectives de mise en valeur des ressources forestières en Europe a été publié en juin 2006;
- c) Contribution régionale à la mise en œuvre de l'Évaluation mondiale des ressources forestières. Le secrétariat a coopéré activement à l'Évaluation mondiale 2005 en fournissant la contribution régionale à l'Évaluation mondiale des ressources forestières. L'Évaluation mondiale a été lancée en février 2006. L'appui à la mise au point de systèmes nationaux de surveillance des forêts est l'une des activités de l'équipe de spécialistes, menée en coopération avec des partenaires comme les projets de l'Union européenne COST E 43 et E 27;
- d) Une enquête sur la propriété forestière privée a été lancée, le questionnaire sur ce sujet a été élaboré et testé auprès d'un certain nombre de pays et il a été adressé aux pays en avril 2006.

Domaine d'activité 3 – Études sur les perspectives du secteur forestier: analyse et suivi

- a) Mise en œuvre et suivi de l'Étude sur les perspectives du secteur forestier en Europe (EFSOS). En mai 2006, le Groupe de travail mixte CEE/FAO de l'économie forestière et des statistiques des forêts a examiné les recommandations et conclusions formulées lors de l'atelier sur les implications des études EFSOS sur les politiques, tenu à Budapest en juin 2005. Le Groupe de travail a approuvé la portée et les objectifs des études, en introduisant un certain nombre d'améliorations et de modifications. Il a décidé qu'il convenait de constituer un groupe pour développer les concepts et méthodes utilisables dans les travaux EFSOS à l'avenir;
- b) Questions intersectorielles intéressant les forêts au niveau paneuropéen. Dimension intersectorielle. Un atelier sur le thème «Les forêts – Bénéfices communs, responsabilités partagées, politiques multiples» a été organisé à Riga (Lettonie) en octobre 2005, en coopération avec la Conférence ministérielle et les Gouvernements suisse et letton. Les participants ont souligné que la Conférence ministérielle, la FAO et la CEE devaient reconsidérer les questions qu'ils aborderont lors de leurs prochaines réunions, en s'efforçant de renforcer la dimension intersectorielle. Leurs secrétariats devaient saisir toutes les occasions de faire connaître le point de vue du secteur forestier dans d'autres enceintes et continuer à appliquer une approche intersectorielle dans leurs activités, notamment dans les études sur les perspectives du secteur;
- c) Un document de réflexion intitulé «International Forest Sector Institutions and Policy Instruments for Europe: A Source Book» doit paraître pendant l'été 2006;
- d) Une étude préliminaire des incidences sur les politiques sectorielles de l'utilisation accrue de la dendroénergie, consacrée à l'analyse du volume de la production de dendroénergie, a été soumise au Groupe de travail pour observations et suite à donner. Celui-ci a décidé de constituer une équipe spéciale (composée de représentants de la FAO/Rome, de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), de l'UE et de la CEE/FAO ainsi que d'experts désignés par des pays et d'autres organisations) pour rassembler des données sur la dendroénergie dans la région. Plusieurs pays ont proposé d'étudier les possibilités de fournir des ressources pour ces travaux et d'en aviser le secrétariat;

- e) Un séminaire de deux jours consacré à l'énergie et à l'industrie des produits forestiers se tiendra en octobre 2006 à la FAO, à Rome (Italie), sous les auspices conjoints de la FAO, de l'AIE, de la CEPI et de la CEE/FAO;
- f) Un atelier sur la mobilisation des ressources forestières comme source de bois et d'énergie, organisé sous les auspices de la Conférence ministérielle pour la protection des forêts en Europe et de la CEE/FAO, avec d'autres partenaires, aura lieu à Genève, probablement en janvier 2007.

Domaine d'activité 4 – Aspects sociaux et culturels de la foresterie

- a) Le Réseau mixte d'experts FAO/CEE pour la mise en œuvre d'une gestion écologiquement viable des forêts a organisé un atelier sur une exploitation écologique viable et concurrentielle des forêts en Europe à Cracovie (Pologne), en septembre 2005;
- b) Un séminaire international sur les femmes et la foresterie a été organisé en juin 2006 à Umea (Suède), sous le patronage de la Faculté des sciences forestières de l'Université suédoise d'agronomie et avec le soutien de la CEE et de la FAO. Une étude intitulée «Time for Action: changing the gender situation in forestry» a été réalisée par l'équipe de spécialistes sur les femmes et la foresterie et publiée par la FAO;
- c) Une réunion d'experts a été organisée avec le soutien de la FAO et du Réseau européen des exploitants forestiers (ENFE) en novembre 2006 pour lancer les directives relatives aux bonnes pratiques dans le domaine de la sous-traitance forestière et engager leur mise en œuvre.

Domaine d'activité 5 – Questions de politique générale et questions intersectorielles

- a) La contribution à la dimension régionale du dialogue mondial est examinée à chacune des sessions du Comité et de la Commission. Le Président du Comité du bois a présenté à la sixième session du Forum des Nations Unies sur les forêts, en février 2006, la contribution du programme de travail intégré FAO/CEE au dialogue et à la coopération en matière de forêts à l'échelle régionale;
- b) Suivi des faits nouveaux survenus récemment sur le plan des politiques et des institutions. Il s'agit de l'un des points les plus importants débattus lors des sessions de la Commission européenne des forêts. Il constitue le principal domaine d'activité du poste récemment créé à la Section du bois de la CEE;
- c) Évolution des politiques et des institutions du secteur forestier dans les pays de la CEI et de l'Europe du Sud-Est. Lors de la première réunion de l'équipe de spécialistes CEE/FAO de l'appui et de la contribution au développement durable du secteur forestier dans la CEI et l'Europe du Sud-Est tenue en novembre 2006, l'équipe a débattu de son mandat, élu ses responsables et ses membres et établi son plan de travail. Elle a tenu sa deuxième session en mai 2006 en Ouzbékistan. L'équipe met en œuvre la Stratégie CEE/FAO pour le secteur forestier dans les pays de la région;

- d) L'un des thèmes abordés au forum de politique générale de la Commission européenne des forêts à sa trente-troisième session en mai 2006 était «Quinze ans d'économies en transition: enseignements tirés et défis à relever dans le secteur forestier»;
- e) Questions relatives au commerce et à l'environnement: ampleur et causes de l'abattage illégal et du commerce lié. À sa réunion de mai 2006, le Groupe de travail mixte CEE/FAO de l'économie forestière et des statistiques des forêts s'est penché sur la quantité et la qualité des informations disponibles sur l'abattage illégal et le commerce lié. Il a demandé au secrétariat de consulter des partenaires éventuels et de formuler des propositions en vue d'une action future;
- f) Incendies de forêt, publication des *Nouvelles internationales sur les incendies de forêt* de la CEE/FAO (IFFN). Lors de la réunion de la Commission européenne des forêts, l'équipe de spécialistes des incendies de forêt a présenté une proposition en vue de l'élaboration d'une «stratégie régionale de coopération pour la gestion des feux de forêt en Europe du Sud-Est». En 2006, deux numéros spéciaux des *Nouvelles internationales sur les incendies de forêt* ont été publiés, l'un étant consacré à la Fédération de Russie et l'autre aux pays d'Europe du Sud/méditerranéens;
- g) Communication sectorielle et intersectorielle. Indépendamment de l'atelier qui s'est tenu à Riga (Lettonie) en octobre 2005, le secrétariat coopère avec d'autres organes de la CEE, par exemple en vue de l'adoption d'un code de conduite sur la rémunération des services écosystémiques liés à l'eau. Le «Forestry Communicators Network» a poursuivi ses activités, tenant une réunion en Espagne en septembre 2006;
- h) Préparation de monographies par pays sur la forêt et les produits forestiers qui font l'objet d'une publication régulière. Les monographies sur la forêt et les produits forestiers de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan sont en préparation.

B. TRAVAUX DES ÉQUIPES DE SPÉCIALISTES

- 2. Le Comité est invité à prendre note des activités des équipes de spécialistes présentées dans l'annexe III et à fournir, le cas échéant, des orientations.

C. RENFORCEMENT DU SUIVI DES POLITIQUES ET DES INSTITUTIONS

- 3. Dans le cadre de la réforme de la CEE, un poste supplémentaire d'administrateur auxiliaire a été attribué au sous-programme sur le bois et la foresterie pour renforcer ses activités de suivi des politiques et des institutions. La titulaire de ce poste prendra ses fonctions fin août 2006. Les propositions concernant ces activités sont présentées dans l'annexe IV.

- 4. Le Comité est invité à passer en revue ces propositions et à donner des orientations sur la manière dont ces nouvelles activités doivent être menées.

D. ÉVALUATION BIENNALE DU SOUS-PROGRAMME SUR LE BOIS POUR 2004-2005

- 5. Il est demandé au Comité de passer en revue et d'évaluer ses réalisations à chaque exercice biennal, afin de dégager des conclusions pour l'avenir, en utilisant le système de «budgétisation

sur la base des résultats». Le principe de cette approche est que les activités des organes de l'ONU, comme celles du Comité du bois, doivent être évaluées non pas en fonction des ressources qui leur sont consacrées (approche budgétaire), ni en fonction des activités entreprises (qui peuvent être efficaces ou non), mais en fonction des résultats obtenus. Ces résultats doivent être objectifs et quantifiables. Étant donné qu'un sous-programme de faible ampleur ne travaille pas seul, ni dans un vide au sein de l'Organisation, les résultats obtenus sont ceux auxquels il a contribué, et non exclusivement ceux résultant de ses activités.

6. Au début de chaque exercice biennal, chaque sous-programme de l'ONU définit les «réalisations escomptées» et les «indicateurs de succès» et, à la fin de l'exercice, il prépare un «rapport sur l'exécution du programme», étayé par un certain nombre de «comptes rendus de réalisation», qui sont plus détaillés. Par ailleurs, le secrétariat réalise des «auto-évaluations» qui, dans la mesure du possible, s'appuient sur les informations fournies par des moyens de communication officiels tels que des enquêtes auprès des utilisateurs.

7. Le rapport sur l'exécution du programme et les résumés des auto-évaluations du sous-programme sur le bois pendant l'exercice biennal 2004-2005 figurent dans l'annexe V. Il est actuellement procédé à l'affichage sur le site Web des comptes rendus de réalisation et des auto-évaluations dans leur intégralité.

8. Le Comité du bois est invité à examiner les rapports sur l'exécution du programme et les auto-évaluations et à formuler des observations à leur sujet, en particulier sur les «enseignements tirés», en vue d'améliorer la mise en œuvre à l'avenir.

PROGRAMME DE TRAVAIL INTÉGRÉ DU COMITÉ DU BOIS DE LA CEE ET DE LA COMMISSION EUROPÉENNE DES FORÊTS DE LA FAO, 2006-2008, ET PROGRAMME POUR 2006-2007

9. Il est demandé au Comité de passer en revue la mise en œuvre du programme intégré CEE/FAO au cours des deux dernières années et d'approuver le programme pour la période 2006-2008. Conformément aux modalités convenues pendant l'examen stratégique, le Comité n'a pas besoin d'examiner et d'approuver le programme dans le détail, car son orientation stratégique a été arrêtée jusqu'en 2008. Une liste des produits prévus pour la période allant d'octobre 2006 à octobre 2007 est présentée dans l'annexe II.

10. Le Comité est invité à approuver son programme de travail pour 2006-2008, qui figure dans l'annexe I, et à prendre note de la liste des produits prévus pour 2006-2007, qui figure dans l'annexe II.

Annexe I**COMMISSION EUROPÉENNE DES FORÊTS DE LA FAO
ET COMITÉ DU BOIS DE LA CEE****PROGRAMME DE TRAVAIL INTÉGRÉ SUR LES FORÊTS
ET LE BOIS, 2005-2008**

Domaine d'activité 1 – Marchés et statistiques	
	Éléments de programme
1.1	Statistiques de la production, du commerce, de la consommation et des prix des produits forestiers
1.2	Analyse des marchés des produits forestiers, en particulier de leurs aspects d'actualité et ayant une incidence sur les politiques forestières
1.3	Renforcement des capacités de commercialisation des produits forestiers dans les pays en transition
1.4	Suivi et analyse des marchés des produits forestiers certifiés
1.5	Statistiques des incendies de forêt
1.6	Équipe de spécialistes des marchés et de la commercialisation des produits forestiers
Domaine d'activité 2 – Évaluation des ressources forestières et indicateurs de la gestion durable des forêts dans la région	
	Éléments de programme
2.1	Indicateurs de la gestion durable des forêts dans la région
2.2	Contribution régionale à l'Évaluation mondiale des ressources forestières
2.3	Appui à la mise au point de systèmes nationaux de surveillance des forêts
2.4	Assurer les services de secrétariat de l'Équipe de spécialistes de l'évaluation des ressources forestières
Domaine d'activité 3 – Études sur les perspectives du secteur forestier: analyse et suivi	
	Éléments de programme
3.1	Mise en œuvre et suivi de l'Étude sur les perspectives du secteur forestier en Europe (EFSOS) à déterminer
3.2	Questions intersectorielles intéressant les forêts au niveau paneuropéen
3.3	Incidences sur les politiques sectorielles de l'utilisation accrue de la dendroénergie
Domaine d'activité 4 – Aspects sociaux et culturels de la foresterie	
	Éléments de programme
4.1	Rôle des femmes dans la foresterie
4.2	Dimension sociale de la gestion durable des forêts en Europe, c'est-à-dire sécurité et santé
4.3	Rôle des sous-traitants

Domaine d'activité 5 – Questions de politique générale et questions intersectorielles	
	Éléments de programme
5.1	Contribution à la dimension régionale du dialogue international
5.2	Suivi des faits nouveaux survenus récemment sur le plan des politiques et des institutions
5.3	Évolution des politiques et des institutions du secteur forestier dans les pays de la CEI et de l'Europe du Sud-Est
5.4	Questions relatives au commerce et à l'environnement:
	5.4.1 – Ampleur et causes de l'abattage et du commerce illégaux
5.5	Incendies de forêt
5.6	Communication sectorielle et intersectorielle
5.7	Élaboration de monographies par pays sur les forêts et les produits forestiers
	Assurer les services de secrétariat de l'Équipe de spécialistes des pays de la CEI et de l'Europe du Sud-Est

Annexe II

LISTE DES PRODUITS, À PARTIR D'OCTOBRE 2006

Domaine d'activité 1 – Marchés et statistiques

- Statistiques de la production, du commerce, de la consommation et des prix des produits forestiers pour 2006
- Sixième réunion de l'Équipe de spécialistes CEE/FAO des marchés et de la commercialisation des produits forestiers, 2 octobre 2006, Genève
- Forum de politique générale conjoint CEE/FAO sur le thème «Politiques en matière de marchés publics pour les produits du bois et les articles en papier, et leurs effets sur la gestion durable des forêts et les marchés du bois», et publication du compte rendu des débats
- Atelier de renforcement des capacités consacré au secteur de la transformation du bois, décembre 2006, Croatie
- *Revue annuelle du marché des produits forestiers CEE/FAO, 2006-2007*
- Groupe de travail intersecrétariats des statistiques du secteur forestier, 2007
- Atelier de suivi pour le renforcement des capacités en matière de partage de l'information concernant les forêts et les marchés, Krtiny (République tchèque), 2007
- Débats sur les marchés (et forum de politique générale) du Comité du bois de la CEE et de la Conférence européenne des résineux, octobre 2007

Domaine d'activité 2 – Évaluation des ressources forestières et indicateurs de la gestion durable des forêts dans la région

- Compilation des informations recueillies pour l'étude sur la propriété forestière privée en Europe, fin 2006
- Troisième réunion de l'Équipe de spécialistes de la surveillance des ressources forestières pour la gestion durable des forêts dans la région de la CEE, Édimbourg, 2007
- Rapport sur l'état des forêts et la gestion durable des forêts en Europe, 2007 (pour la Conférence ministérielle)

Domaine d'activité 3 – Études sur les perspectives du secteur forestier: analyse et suivi

- Séminaire de deux jours consacré à l'énergie et à l'industrie des produits forestiers en octobre 2006 à la FAO, à Rome (Italie)
- Réunion sur la mobilisation des ressources en bois dans le cadre de la gestion durable des forêts comme source d'énergie et matière première, Genève, janvier 2007 (avec la MCPFE, la CEPI et d'autres partenaires)

Domaine d'activité 4 – Aspects sociaux et culturels de la foresterie

- Réunion d'experts FAO/ENFE fin 2006 pour lancer les directives relatives aux bonnes pratiques dans le domaine de la sous-traitance forestière et engager leur mise en œuvre
- Séminaire conjoint FAO/CEE/OIT sur les aspects relatifs à la sécurité et la santé dans l'exploitation forestière: changements, tendances et progrès, Annecy (France), 2007

Domaine d'activité 5 – Questions de politique générale et questions intersectorielles

- Publication en 2006 et 2007 de deux numéros annuels des *Nouvelles internationales sur les incendies de forêt CEE/FAO*, dont un numéro spécial sur la Fédération de Russie et un autre sur les pays d'Europe du Sud/méditerranéens
- Évolution des politiques et des institutions du secteur forestier dans les pays de la CEI et de l'Europe du Sud-Est. Des ateliers sont prévus en 2007.
- Publication des monographies sur la forêt et les produits forestiers concernant l'Ouzbékistan et le Tadjikistan fin 2006 et en 2007

Sessions des organes intergouvernementaux

- Groupe de travail mixte FAO/CEE de l'économie forestière et des statistiques des forêts, vingt-neuvième session, Genève, mars 2007, et 2008
- Comité du bois, octobre 2007
- Réunion commune Comité du bois/Commission européenne des forêts, probablement à Rome en 2008

Annexe III

ACTIVITÉS DES ÉQUIPES DE SPÉCIALISTES

Le sous-programme compte sept équipes de spécialistes. Elles ont toutes été créées pendant le deuxième examen stratégique en 2004 et leur mandat vient à expiration en 2008 (autrement dit pendant le prochain examen stratégique). Leurs mandats ont été officiellement approuvés par le Comité et la Commission européenne des forêts en 2004 et ils sont affichés sur le site Web. La présente annexe décrit les activités des équipes en 2005-2006.

ÉQUIPE DE SPÉCIALISTES DES MARCHÉS ET DE LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS FORESTIERS (Domaine d'activité 1)

En 2005, l'Équipe a tenu deux réunions, la première parallèlement au Congrès mondial de l'IUFRO à Brisbane (Australie), en août 2005, et la seconde à l'occasion du débat annuel sur les marchés du Comité du bois en septembre 2005. Ses membres ont participé à ces débats à la fois en qualité d'intervenants spécialisés et de participants. Ils ont pris part au forum de politique générale du Comité du bois et de la Commission européenne des forêts de 2005 sur le thème «La certification des forêts – Quel rôle pour les pouvoirs publics?». Les travaux de l'équipe sont pilotés par trois sous-groupes: commerce responsable, recueil d'informations sur les marchés et marchés émergents. Ses réalisations sont notamment: une contribution à la préparation du forum de politique générale CEE/FAO de 2006 sur les politiques en matière de marchés publics pour lequel a été élaboré un document de travail sur les politiques en matière de marchés et leurs effets réels sur les marchés des produits forestiers; l'étude des conséquences de l'abattage et du commerce illégaux dans des pays clefs et pour des produits clefs; l'élaboration d'une approche commune des politiques commerciales concernant le bois dans la région des Balkans; l'application de l'analyse du cycle de vie et du Protocole de Kyoto pour encourager l'écoconstruction et la construction de bâtiments à ossature bois dans la région de la CEE; et l'amélioration des statistiques sur la dendroénergie avec le Groupe de travail de l'économie forestière et des statistiques des forêts.

ÉQUIPE DE SPÉCIALISTES DE LA SURVEILLANCE DES RESSOURCES FORESTIÈRES POUR LA GESTION DURABLE DES FORÊTS DANS LA RÉGION DE LA CEE (Domaine d'activité 2)

L'Équipe a pour principal objectif de conseiller les secrétariats de la CEE/FAO et de la FAO sur la mise en œuvre des activités dans le domaine «Évaluation des ressources forestières et indicateurs de la gestion durable des forêts dans la région». Elle contribue à la surveillance des forêts tempérées et boréales et, en particulier, à la coordination de l'établissement des rapports sur les critères et indicateurs pour la gestion durable des forêts dans le cadre du processus de la Conférence ministérielle. Elle met en place les contacts avec le Processus de Montréal concernant les procédures d'établissement des rapports sur les critères et indicateurs.

Sa première réunion s'est tenue à Genève en avril 2005. Un programme de travail détaillé y a été établi: élaboration de l'enquête détaillée pour la présentation des rapports des pays sur les critères et indicateurs de gestion durable des forêts à la Conférence ministérielle de 2007; conseils et soutien en vue de la contribution régionale à l'Évaluation mondiale des ressources

forestières, en particulier à la réalisation de l'Évaluation mondiale de 2005; appui à la mise au point de systèmes nationaux de surveillance des forêts (par exemple projets COST E 43 et E 27 de l'UE); soutien et contribution à la coopération institutionnelle en matière de surveillance des forêts, notamment MCPFE, ENFIN, LIFE+ de l'UE, etc.; contribution au Processus de Montréal et au processus de la Conférence ministérielle pour la coordination/harmonisation éventuelle des critères et indicateurs des pays pour la présentation de rapports sur la gestion durable des forêts.

Toutes les activités susmentionnées ont été mises en œuvre (ou sont en train de l'être) pendant la période de présentation des rapports allant jusqu'en avril 2006. L'équipe passera en revue ses activités à sa réunion de Hambourg en mai 2006, en marge de la réunion du Groupe consultatif de la Conférence ministérielle.

ÉQUIPE DE SPÉCIALISTES SUR LES FEMMES ET LA FORESTERIE (Domaine d'activité 4)

L'Équipe a tenu sa première réunion en avril 2004 à la FAO et depuis elle s'est réunie quatre fois. Elle se compose de 15 membres issus des milieux universitaires, d'associations de propriétaires forestiers, du secteur privé, des administrations et de la FAO. À sa première réunion, le groupe a décidé d'axer ses travaux sur les trois domaines suivants: place attribuée aux femmes en foresterie; place des femmes dans la propriété forestière privée; et perception du secteur des forêts par les femmes. Des projets de rapports sur les trois domaines précités ont été présentés lors d'une réunion tenue à la FAO les 30 et 31 mars 2006. Le rapport final, intitulé «Changing the Gender Situation in Forestry», traite de ces trois domaines ainsi que des indicateurs et de la surveillance et présente des conclusions et recommandations.

Un séminaire international sur les femmes et la foresterie a été organisé en juin 2006 à Umea (Suède), sous le patronage de la Faculté des sciences forestières de l'Université suédoise d'agronomie et avec le soutien de la CEE et de la FAO.

ÉQUIPE DE SPÉCIALISTES DES BONNES PRATIQUES DANS LE DOMAINE DE LA SOUS-TRAITANCE FORESTIÈRE (Domaine d'activité 4)

Les membres de l'Équipe représentent les propriétaires forestiers, l'industrie forestière, les chercheurs en foresterie, les syndicats et les sous-traitants forestiers. Celle-ci a pour principal objectif d'élaborer des directives concernant les «Bonnes pratiques dans le domaine de la sous-traitance forestière», de présenter des études de cas, de concevoir du matériel de formation et d'organiser un séminaire sur les bonnes pratiques dans le travail contractuel en foresterie.

L'équipe a tenu sa première réunion en mai 2004 à Rome pour arrêter un plan de travail et déterminer les tâches et responsabilités des membres de l'équipe. Lors de réunions tenues en marge d'autres réunions internationales et d'ateliers à Varsovie (décembre 2004), Jönköping (juin 2005) et Cracovie (septembre 2005), l'état d'avancement des travaux a été débattu et des questions techniques ont été résolues. Une réunion finale d'experts organisée avec le soutien de la FAO et de l'ENFE se tiendra avant la fin de 2006 pour lancer les Directives et engager leur mise en œuvre.

ÉQUIPE DE SPÉCIALISTES DE L'APPUI ET DE LA CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE DU SECTEUR FORESTIER DANS LES PAYS DE LA CEI ET DE L'EUROPE DU SUD-EST (Domaine d'activité 5)

L'équipe a tenu sa première réunion à Budapest (Hongrie) en novembre 2005. Elle a convenu d'un plan de travail et a conseillé la FAO/CEE sur la Stratégie forestière pour les pays de l'Europe du Sud-Est et de la CEI, elle a formulé des propositions sur les éléments de programmes et les objectifs et elle a classé les objectifs par ordre de priorité. Une autre réunion a eu lieu à Tachkent/Samarcande (Ouzbékistan) en avril 2006. L'équipe a l'intention de se réunir deux fois par an.

ÉQUIPE DE SPÉCIALISTES DES INCENDIES DE FORÊT (Domaine d'activité 5)

Entre octobre 2004 et mars 2006, l'équipe a concentré ses travaux sur la suite à donner à la Conférence de la CEE/FAO sur «La gestion des incendies de forêt et la coopération internationale en cas d'incendie en Méditerranée orientale, dans les Balkans et dans les régions limitrophes du Proche-Orient et de l'Asie centrale» (Antalya, Turquie, 30 mars-3 avril 2004) et le renforcement des réseaux régionaux de lutte contre les incendies de forêt de la SIPC actuellement mis en place dans la région de la CEE (Baltique, Europe du Sud-Est, Méditerranée, Asie centrale). Voir la section du rapport de la Commission européenne des forêts intitulé «Coopération et établissement de réseaux en matière d'incendies de forêt, notamment dans les Balkans et en Méditerranée». L'événement le plus important a été la consultation régionale organisée dans l'ex-République yougoslave de Macédoine en 2005, au cours de laquelle les membres du réseau des Balkans ont décidé d'inviter les pays voisins et d'étendre jusqu'en Europe du Sud-Est ses activités conjointes. La consultation a été suivie du premier exercice régional de lutte contre les incendies de forêt, «Eastern European, Near East and Central Asian States Exercise on Wildland Fire Information and Resources Exchange – EASTEX FIRE 2005», qui était un prolongement direct de la conférence d'Antalya.

Le coordonnateur de l'équipe a continué à produire les *Nouvelles internationales sur les incendies de forêt de la CEE/FAO*. Les deux derniers numéros sont consacrés aux sujets suivants: «Prescribed Burning in Northwest Europe and the Baltic Region» (IFFN n° 30) et Réseau mondial de lutte contre les incendies de forêt de la SIPC (IFFN n° 31). Les prochains numéros devant paraître sous peu sont un numéro spécial consacré à la Fédération de Russie (n° 32) et un autre consacré aux pays d'Europe du Sud-Est/méditerranéens (n° 33).

L'équipe a participé à la dix-septième session du COFO et à la Réunion ministérielle sur les forêts (mars 2005) et elle collabore actuellement avec la FAO pour appliquer les recommandations de ces réunions, à savoir l'élaboration d'un code pour la gestion des feux et d'une stratégie de renforcement de la coopération internationale en matière d'incendies d'espaces naturels. L'équipe a fourni un soutien à la consultation d'experts de la FAO sur les incendies d'espaces naturels (Madrid, Espagne, 10-12 mai 2006). Lors de la réunion de la Commission européenne des forêts, elle présentera une proposition en vue de l'élaboration d'une «stratégie régionale de coopération pour la maîtrise des incendies d'espaces naturels en Europe du Sud-Est».

RÉSEAU DE SPÉCIALISTES DE LA COMMUNICATION DANS LE SECTEUR FORESTIER (Domaine d'activité 5)

Des réunions ont eu lieu à Sofia (Bulgarie) en juin 2004 et en Pologne, en octobre 2005. Le Réseau a élaboré un avant-projet de manifestation internationale sur la communication en matière de politiques forestières, qu'il est prévu d'organiser d'ici à 2008. Un sous-groupe a été créé afin de lancer les travaux concernant les directives relatives aux meilleures pratiques en matière de communication sur les forêts. Le deuxième volet de l'étude, basé sur une enquête, qui porte sur les attitudes des consommateurs et analysera plus particulièrement la perception des produits forestiers et du secteur par le public, est en cours. La prochaine réunion se tiendra en Espagne en 2006. Les membres du Réseau ont aidé le secrétariat à mettre au point sa propre stratégie de communication.

Annexe IV

PROPOSITIONS EN VUE DU RENFORCEMENT DU SUIVI DES POLITIQUES ET DES INSTITUTIONS

Dans le cadre de la réforme de la CEE, il a été demandé au Comité du bois de soumettre au Comité exécutif des propositions concernant les moyens de renforcer ses activités de suivi et d'analyse des politiques et des institutions forestières. Les effectifs du sous-programme relatif au bois ont été renforcés avec la nomination d'un nouveau fonctionnaire ayant rang d'administrateur auxiliaire ou de classe intermédiaire qui prendra ses fonctions fin août 2006. Pour guider le Comité du bois, les activités proposées dans ce domaine sont présentées ci-dessous. Les mêmes propositions ont été soumises à la Commission européenne des forêts de la FAO en mai 2006.

Besoins et objectifs justifiant la proposition

La gestion durable des forêts n'est possible qu'au prix d'un compromis entre les dimensions économiques, écologiques et sociales. Cet objectif ne peut être atteint en l'absence de politiques et institutions solides et stables pour le secteur. Les politiques et institutions du secteur forestier dans la région de la CEE ont été profondément modifiées ces dernières années, ce qui offre une occasion sans pareil de tirer des enseignements de ces modifications au moyen d'un échange international de données d'expérience.

Les décideurs dans le secteur forestier, de même que les responsables du développement durable, dans les pays de l'EOCAC et d'autres parties de la région de la CEE ont besoin d'informations à jour et structurées sur les évolutions des politiques et des institutions du secteur des forêts aux niveaux national, infranational et régional pour être en mesure de prendre leurs décisions en ayant une bonne compréhension du cadre international d'action qui évolue rapidement et en tirant parti de l'expérience, positive ou négative, des autres responsables confrontés aux mêmes problèmes. Les processus internationaux, notamment la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe, le Forum des Nations Unies sur les forêts, la Convention sur la diversité et la Commission du développement durable, ont besoin eux aussi de ces informations pour être guidés dans leur propre prise de décisions.

Il est demandé au sous-programme sur le bois et les forêts de suivre et d'analyser, avec ses nombreux partenaires, les évolutions qui interviennent dans le secteur forestier et la gestion durable des forêts. Celui-ci joue déjà un rôle de premier plan dans le suivi de la production et du commerce de produits ligneux et des ressources forestières. Or, il n'existe aucun système équivalent pour suivre les évolutions qui interviennent sur le plan des politiques et institutions aux niveaux national et infranational pour ce secteur. C'est pourquoi, si un pays modifie sa législation forestière, privatise ou nationalise des domaines forestiers ou une régie autonome des forêts, applique de nouvelles mesures pour empêcher l'abattage illégal ou met en place des systèmes incitatifs en faveur de la foresterie ou de l'industrie forestière, il n'existe aucun système de collecte et de diffusion de ces informations, ou encore d'analyse de l'évolution des tendances internationales, ni aucune entité unique auprès de laquelle la communauté internationale pourrait obtenir ces informations.

Grâce à sa longue expérience, à l'extension de ses réseaux, en particulier dans les milieux qui définissent les politiques forestières, et à ses nombreux partenariats, notamment avec la Conférence ministérielle, le sous-programme sur le bois et les forêts se trouve dans une position idéale pour mettre en place un système de suivi des politiques et institutions du secteur forestier, puis pour réunir, valider et diffuser les informations disponibles dans l'intérêt de tous. Cette base de données pourrait servir de point de départ pour l'élaboration, en coopération avec la FAO et d'autres partenaires, d'un programme commun de renforcement des capacités au moyen d'un échange de données d'expérience.

En outre, le Comité du bois s'est employé très activement à développer les activités intersectorielles, notamment avec les sous-programmes relatifs à l'énergie, au développement du commerce et à l'environnement, y compris en ce qui concerne l'eau. Un atelier spécialement consacré aux questions intersectorielles, tenu en octobre 2005, a recommandé un renforcement et une intégration de cette approche. La coopération avec le Comité de l'énergie durable devrait donc être développée, notamment dans le domaine de l'information et des politiques concernant la dendroénergie. De la même manière, le sous-programme relatif au bois a participé aux travaux d'élaboration d'un code de conduite sur la rémunération des services écosystémiques liés à l'eau dans le cadre de la Convention sur l'eau.

Le tableau ci-après indique plus en détail comment le secrétariat conçoit les activités et les produits du poste supplémentaire:

Résultats attendus	Activités	Ressources (annuelles)
Création et gestion d'un système de suivi des politiques et des institutions	Consulter les partenaires, notamment la Conférence ministérielle et la FAO, concevoir un cadre conceptuel et organisationnel, demander des informations et les vérifier, diffuser ces informations sur papier ou sur le site Web, les mettre à jour périodiquement	6 mois de travail en 2006-2007 (phase de création), puis 2 mois de travail
Suivi et analyse des politiques et des institutions	Présenter des rapports aux réunions intergouvernementales périodiques (notamment celles des partenaires, Conférence ministérielle et FAO, par exemple) sur la situation et les évolutions des politiques et des institutions du secteur, contribuer aux études sur les perspectives, faire des recherches sur des sujets choisis d'un commun accord	2 mois de travail en 2006-2007, puis 4 mois de travail
Renforcement des capacités au niveau des politiques et dans les institutions	Organiser des ateliers sur le renforcement des institutions du secteur en Europe du Sud-Est et dans les pays de l'EOCAC	2 mois de travail en 2006-2007, puis 4 mois de travail
ANALYSE ET PROJETS INTERSECTORIELS		
Diverses activités intersectorielles menées avec d'autres organes de la CEE et instances partenaires: analyse et ateliers.	Identifier des projets pertinents et réalistes, par exemple sur l'état, les tendances et les problèmes de la dendroénergie avec le Comité de l'énergie durable, sur un code de conduite pour la gestion des écosystèmes pour l'approvisionnement en eau avec la Convention sur l'eau, et fournir ensuite des contributions sur le bois ou les forêts. Faciliter les contributions intersectorielles à l'analyse du bois/des forêts.	2 mois de travail

Annexe V

ÉVALUATIONS DE L'EXERCICE BIENNAL 2004-2005: SOUS-PROGRAMME SUR LE BOIS

A. Rapports sur l'exécution du programme

Réalisation escomptée 1: Meilleure compréhension de la situation, des perspectives et des questions de politique générale du secteur de la forêt et du bois

À travers nos activités de suivi et d'analyse, notamment les Études sur les perspectives du secteur des forêts européennes (EFSOS), nous avons mis l'accent sur les importantes questions de politique générale qui se font jour, notamment l'extension du secteur forestier en Europe orientale, l'importance de l'abattage illégal et la certification des forêts, et nous avons ainsi aidé les gouvernements, le secteur privé et d'autres parties prenantes à élaborer des politiques et des stratégies, à court, moyen et long terme. L'utilité de nos activités sur les forêts est attestée par le ferme soutien dont elles bénéficient, mis en évidence par un examen stratégique officiel du programme, ainsi que par le fait que l'UE a utilisé les études EFSOS dans son Plan d'action en faveur des forêts, les nombreux téléchargements des principaux documents produits (par exemple 175 000 téléchargements en six mois sur le site Web du bois entre janvier et juin 2005) et l'évaluation positive de nos publications par les utilisateurs (plus de 90 % d'utilisateurs satisfaits selon une enquête officielle).

Nous avons appris à mieux communiquer en identifiant plus clairement les groupes d'utilisateurs visés et en adaptant le contenu et la structure des produits à leurs besoins et aussi en accordant une grande attention à leurs observations. L'expérience que nous avons acquise pendant l'exercice biennal a aussi confirmé l'importance de faire participer toutes les parties prenantes à l'élaboration du programme ainsi que d'encourager leur participation aux réunions, etc.

Réalisation escomptée 2: Échange plus approfondi de données d'expérience pertinentes sur les questions d'actualité, notamment la parité entre les sexes

Nous avons fourni des données et une analyse objectives et neutres et organisé une série d'ateliers, de séminaires et de forums de politique générale portant sur des questions précises (par exemple le rôle des pouvoirs publics dans la certification, le renforcement des capacités en matière d'information, les stratégies du secteur forestier) au cours desquelles des informations et des données d'expérience ont été échangées et des conclusions dégagées. Les équipes de spécialistes ont traité un large éventail de questions, notamment les incendies de forêt, le rôle des femmes dans la foresterie, l'aide aux pays en transition, le recours à la sous-traitance en foresterie, etc. Les conclusions de ces activités ont souvent été portées à l'attention d'organes nationaux ou internationaux pour les aider à identifier et à clarifier les principales questions d'actualité à examiner. Près de 900 participants ont participé à 18 séminaires, ateliers et forums de politique générale organisés sous les auspices du sous-programme. Ils ont tous été invités à remplir un questionnaire d'évaluation. Sur les 243 personnes qui ont répondu, 93 % se sont dites satisfaites des manifestations organisées (avec un niveau de satisfaction de 4 ou davantage sur une échelle de 1 à 5). On peut donc raisonnablement penser que ces participants ont tiré avantage

de ces manifestations. La grande majorité d'entre eux ont déclaré dans l'évaluation qu'ils avaient été en mesure d'utiliser les informations et les données d'expérience qu'ils avaient recueillies aux réunions organisées dans leur pays.

Si une communication efficace suffit généralement pour susciter la participation active des experts du secteur en Europe occidentale et en Amérique du Nord, ce n'est pas le cas pour les pays d'Europe du Sud-Est et de l'EOCAC (Europe orientale, Caucase et Asie centrale), ni pour d'autres secteurs. Pour y parvenir, des ressources sont nécessaires, afin de couvrir les coûts et de résoudre les nombreux problèmes d'organisation qui se posent. Des ressources extrabudgétaires supplémentaires ont été fournies, mais il en faut davantage.

Réalisation escomptée 3: Meilleur accès aux données sur les indicateurs de la gestion durable des forêts dans la région

Des séries d'indicateurs convenus au plan international sont requises pour aider les gouvernements à mesurer et à comparer les progrès accomplis vers la gestion durable des forêts. En collaboration avec le Groupe de liaison de la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe, le secrétariat du sous-programme a assumé la responsabilité de ces activités au niveau paneuropéen. En outre, c'est par le biais du sous-programme que les données relatives à l'indicateur de l'OMD «inverser la tendance au déboisement» pour l'Europe et la Russie sont fournies. En 2004-2005, des travaux ont été menés pour appliquer la série d'indicateurs révisée pour la prochaine Conférence ministérielle devant avoir lieu en 2007. Par ailleurs, les données pour l'Europe ont été rassemblées, validées et analysées dans le cadre de l'Évaluation mondiale des ressources forestières de 2005, réalisée sous la direction de la FAO et rendue publique en novembre 2005. Les deux principaux produits du sous-programme dans ce domaine fournissent des données de référence aux décideurs et à tous ceux qui s'intéressent à la gestion durable des forêts en Europe. Leur structure, les concepts et les données sont utilisés par de nombreux responsables des politiques et chercheurs aux niveaux national et international. Le rapport TBFRA de 2000, bien que vieux de cinq ans aujourd'hui, a été téléchargé plus de 6 000 fois en 2003, 10 405 fois en 2004 et 5 000 fois pendant le premier semestre 2005. Entre septembre 2004 et septembre 2005, le rapport destiné à la Conférence ministérielle de 2003 a été téléchargé 8 084 fois sur le site Web du bois et au moins 3 456 fois sur le site Web de la Conférence ministérielle. L'Évaluation mondiale des ressources forestières 2005 sera le document de référence fondamental sur l'état et l'évolution des ressources forestières de la planète pour les cinq prochaines années.

Notre expérience a confirmé l'importance de nouer des partenariats étroits avec d'autres organisations, de mettre en place et de consulter un solide réseau d'experts nationaux ainsi que de la nécessité de faire preuve d'ouverture face aux signaux émis par les responsables des politiques: le fait qu'elles soient difficiles à mesurer n'est pas une raison suffisante pour méconnaître des dimensions importantes de la ressource. L'importance de la stabilité des concepts et des structures, seul moyen de mesurer les évolutions dans le temps, a également été soulignée à de nombreuses reprises et elle est désormais admise par tous les acteurs.

B. Auto-évaluations

1. Adaptation du sous-programme aux besoins et priorités des membres

But et processus de l'examen

Le sous-programme sur le bois existe depuis longtemps et il court donc le risque de s'agripper à des habitudes dépassées, qu'il s'agisse des priorités, des activités de fond ou des méthodes. Il importe donc au plus haut point que de temps à autre l'ensemble du programme fasse l'objet d'un examen approfondi, en faisant participer tous les intéressés et en ne tenant rien pour acquis. Le premier «examen stratégique» de ce genre a eu lieu en 2001 et il a déjà été convenu que cet exercice devait avoir lieu régulièrement tous les quatre ans. Le deuxième examen stratégique, sur lequel porte la présente évaluation, a été réalisé en 2003-2004 et il s'est conclu par la réunion commune des deux organes intergouvernementaux responsables du sous-programme, le Comité du bois de la CEE et la Commission européenne des forêts de la FAO.

Tous les aspects du programme ont été étudiés dans le cadre de l'examen, qui était axé néanmoins sur la détermination des priorités, car les ressources sont très limitées, ainsi que sur la mise en place de partenariats. Le processus a été transparent et ouvert et il a débouché sur une réunion sans orientation précise des bureaux qui ont arrêté d'un commun accord les principaux points. Les résultats ont été entérinés par les organes dont ils relèvent lors d'une réunion commune en 2004.

Résultats

Le résultat final a été un programme intégré CEE/FAO dans le domaine de la forêt et du bois, qui bénéficiait du soutien sans réserve des membres et des parties prenantes, était réaliste et bien coordonné avec d'autres activités menées dans la région. Il en a résulté une forte adhésion au programme, une meilleure compréhension de ses points forts et de ses faiblesses et un engagement clair en faveur des activités et des objectifs à moyen terme (jusqu'en 2008, date à laquelle le troisième examen stratégique est prévu). Cela simplifie considérablement les débats annuels sur les programmes.

Enseignements tirés

L'examen stratégique du programme en 2003-2004 a confirmé l'utilité de cette approche, pour parvenir à un consensus, fixer les priorités, susciter l'adhésion, améliorer la communication, simplifier les procédures. D'ailleurs, il semble que ce facteur ait joué dans l'évaluation relativement positive du sous-programme sur le bois dans le contexte du processus plus large de réforme de la CEE. La même approche sera suivie à l'avenir.

2. Efficacité et efficience de l'échange de données d'expérience pertinentes

But et processus de l'examen

L'un des principaux objectifs du sous-programme est l'échange de données d'expérience sur un large éventail de questions. Les réunions sont le principal moyen utilisé pour procéder à

cet échange, celles-ci allant des réunions officielles importantes des organes permanents aux petits ateliers portant sur un thème précis. Afin de mesurer l'efficacité des réunions pour permettre l'échange d'informations et améliorer le contenu et les modalités des réunions, des formulaires d'évaluation ont été distribués à tous les participants et les observations et évaluations ont été ensuite analysées.

Résultats

Les formulaires d'évaluation recueillis pour les dix réunions tenues en 2004-2005 révèlent que lors de deux réunions, plus de 90 % des personnes ayant répondu se sont dites très satisfaites (soit un niveau de satisfaction supérieur à 4 sur une échelle de 1 à 5), lors de cinq réunions entre 80 et 90 % des personnes ayant répondu se sont déclarées très satisfaites, lors de deux réunions entre 70 et 80 % et lors d'une réunion seulement 60 % se sont dites très satisfaites. Ces chiffres prouvent clairement que la grande majorité des réunions organisées dans le cadre du sous-programme sont considérées comme utiles et d'un grand intérêt par les participants. D'une manière générale, les réunions organisées en 2005 ont été mieux jugées que celles de 2004, mais le nombre d'observations n'est pas suffisant pour dégager une tendance.

Chaque réunion diffère du point de vue des objectifs, des modalités, du lieu et du groupe cible, de sorte qu'il n'est pas justifié de tirer des conclusions plus générales. Toutefois, certains problèmes pratiques et techniques (importance de distribuer un calendrier quotidien lors des grandes réunions, qualité des supports visuels, fréquence des pauses café, etc.) se posent indéniablement de façon récurrente et sont pris en compte lorsque nous préparons d'autres réunions.

Enseignements tirés

Le fait de demander aux participants leur évaluation et de discuter des réponses fournies est bénéfique et permet à l'équipe du bois de mieux prendre en compte les souhaits de ses clients, ce qui nous aide à améliorer régulièrement nos résultats. Beaucoup de délégations ne sont toutefois pas habituées à cette approche et elles peuvent se montrer peu désireuses d'exprimer des avis plus négatifs ou critiques. Nous devrions non seulement continuer à distribuer des formulaires d'évaluation et à débattre de leur contenu de manière à améliorer nos résultats, mais faire des efforts plus importants pour qu'un plus grand nombre de personnes y répondent et formulent des observations plus franches.

3. Qualité des informations et de l'analyse fournies

But et processus de l'examen

Le principal objectif du sous-programme sur le bois est de suivre et d'analyser les évolutions du secteur, ce qui suppose de mettre les résultats des activités à la disposition des gouvernements, du secteur privé et de la société civile sous une forme adaptée et avec un degré de couverture qui leur fournissent les informations et l'analyse dont ils ont besoin. Les décisions relatives à la répartition des ressources et aux priorités sont prises conformément à la structure hiérarchique, mais elles prennent en compte, dans la mesure du possible, les observations des observateurs et les conseils donnés par les organes intergouvernementaux. Un système a été mis

en place pour que le secrétariat soit en permanence bien informé de ces observations et conseils. Ce système est brièvement décrit ci-dessous:

Il se compose de deux principaux éléments:

- L'encadrement par le Groupe de travail mixte FAO/CEE de l'économie forestière et des statistiques des forêts, qui formule des orientations pour les trois domaines d'activité faisant l'objet d'un suivi et d'une analyse. Le Groupe de travail est un organe intergouvernemental, aux travaux duquel participent essentiellement des experts du secteur, et il reflète donc bien les vues des gouvernements membres;
- Les enquêtes officielles périodiquement réalisées auprès des utilisateurs des produits du sous-programme, qui sont souvent des publications. La fréquence de ces enquêtes est limitée faute de ressources, mais la plus récente a été réalisée en 2005 et elle a été présentée au Groupe de travail (TIM/EFC/WP.2/2005/9).

Résultats

Les principales conclusions tirées grâce à ces deux mécanismes d'information sont que la portée et la structure des produits du sous-programme correspondent largement aux besoins et aux priorités des pays et des parties prenantes, compte tenu des ressources disponibles. De nombreuses suggestions ont été faites pour améliorer la qualité et la précision des produits, mais il n'a pas été suggéré de modifier radicalement les priorités. Ces suggestions détaillées ne sont pas examinées ici. Naturellement, la plupart des personnes ayant répondu aux enquêtes auprès des utilisateurs souhaiteraient disposer d'un plus grand nombre de produits et de produits plus détaillés, mais elles sont également conscientes des contraintes imposées par les ressources. Dans la mesure où des changements peuvent être apportés dans la limite des ressources disponibles ou en développant de nouveaux partenariats, le secrétariat fait tout son possible pour les mettre en œuvre. D'ailleurs, nous considérons que la qualité et la pertinence de ces produits avaient été sensiblement améliorées ces dernières années par ce biais.

Enseignements tirés

Les relations étroites entretenues avec les experts gouvernementaux par l'intermédiaire du Groupe de travail, qui sont renforcées par les enquêtes officielles périodiquement réalisées auprès des utilisateurs, ont considérablement amélioré la qualité des produits du sous-programme, en donnant au secrétariat une meilleure idée des besoins et des priorités des utilisateurs et en permettant de fournir des conseils constructifs plus précis et utiles. Cette approche devrait être poursuivie. Des enquêtes officielles auprès des utilisateurs devraient être réalisées pour tous les éléments du sous-programme.
